



Avalanche

Correspondance anarchiste

Mars 2017 ————— numéro **10**



Uruguay

Anarquía

periodicoanarquia.wordpress.com

Chili

Contra toda autoridad

contratodaautoridad.wordpress.com

El Anárquico

periodicoanarquico.wordpress.com

Sin Banderas Ni Fronteras

sinbanderas.nifronteras@riseup.net

Cimarrón

revista.cimarron@riseup.net

Argentine

Rebellion (Buenos Aires)

publicacionrebellion@riseup.net

Alta tension

boletinaltatension.blogspot.com

Mexique

Negación

negacion_contacto@riseup.net

Italie

Finimondo

finimondo.org

Tairsia (Salento)

tairsia@gmail.com

Stramonio (Milano)

malacoda@distruzione.org

Brecce (Lecce)

peggio2008@yahoo.it

Espagne

Infierno

revista_infierno@yahoo.com

France

Séditions (Besançon)

seditions.noblogs.org

Paris Sous Tension (Paris)

parissoustension.noblogs.org

Blasphème (Paris)

blasphemme.noblogs.org

La Pétroleuse (Clermont-Ferrand)

lapetroleuse63@riseup.net

Du pain sur la planche (Marseille)

dupainsurlaplanche.noblogs.org

Subversions

subversions@riseup.net

Belgique

L'imprévu (Bruxelles)

imprevu@riseup.net

Salto

salto.noblogs.org

Pays-Bas

Roofdruk

roofdruk@riseup.net

Allemagne

Attacke! (Norden)

attaque@riseup.net

Fernweh (München)

fernweh.noblogs.org

Chronik

chronik.blackblogs.org

Suisse

Dissonanz (Zürich)

dissonanz-a@riseup.net

Autriche

Revolte (Vienna)

revolte.blackblogs.org

Suède

Upprorsbladet (Stockholm)

upprorsbladet@riseup.net

Royaume-Uni

Rabble (London)

rabble.org.uk

Canada

Wreck (Vancouver)

wreckpublication.wordpress.com

Montréal Contre-Information

mtlcounter-info.org

Etats-Unis

Rififi (Bloomington)

rififibloomington.wordpress.com

Trebitch Times (St Louis)

trebitchtimes.noblogs.org

PugetSoundAnarchists (Pacific Northwest)

pugetsoundanarchists.org

Wildfire

wildfire.noblogs.org

+

Contrainfo

contrainfo.espiv.net

Tabula Rasa

atabularasa.org

Act for freedom now

actforfree.nostate.net

Voz como arma

vozcomoarma.noblogs.org

Publicacion Refractario

publicacionrefractario.wordpress.com

Por la tierra y contra el capital

porlatierraycontraelcapital.wordpress.com

Brèves du désordre

cettesemaine.info/breves

Le Chat Noir Emeutier

lechatnoiremeutier.noblogs.org

Aus dem Herzen der Festung

ausdemherzenderfestung.noblogs.org



Editorial

Mars 2017

Le temps ressemble à une mesure de vie qui va de soi, au temps de se voir assigné à l'ordre naturel des choses. Et avec les algorithmes s'insérant de plus en plus dans le quotidien, sa signification comme un facteur de l'être tend à s'augmenter. Mais le temps s'impose à nous comme une force intransigeante, externe, démontrant une indifférence envers les chemins individuels. Le fait indéniable de passer du temps démentit des planques ou un comportement d'errance. La vie, mesurée par le temps, doit être productive, doit montrer des résultats.

Comme le temps devient le fil conducteur de la vie, ce qui existe en dehors de ce fil ne deviennent que des circonstances. Et aux circonstances, on trouve des réponses adéquates en passant à une autre situation particulière.

Ainsi, la vie peut consister de vagues intentions mélangées avec de la chance. La seule logique qui lie les différents chapitres de la biographie d'une telle vie, est celle du temps. L'intrigue sont les stratégies appliquées pour réaliser nos exploits.

Pourtant, à de nombreuses personnes, une telle vie paraît futile. On peut donc produire un sens qui nous dit ce que nous sommes, ce que nous avons été. Et ce que nous serons. Une grande narration qui façonne une existence qui est plus limitée (vu qu'elle dit aussi ce que nous ne pouvons pas être et qui ne peut pas se lier à nous), mais plus compréhensible. La question de l'identité devient une deux ex machina, la clé à toutes les réponses.

Mais quoi si être productif n'est pas un but satisfaisant, et qu'appartenir à l'un ou l'autre paraît aléatoire. Au lieu d'une logique orientée sur des résultats, nous proposons une méthode de vie. Une méthode qui implique le développement de pratiques autonomes et de rapports anti-autoritaires. Une vie qui puise son oxygène des

ces expériences libératrices. Ce n'est certes pas une approche esthétique, comme certains pourraient rétorquer, ce n'est pas une option de style de vie à l'intérieur de cette société. C'est une position éthique de rupture qui crée ses propres conflits avec la logique autoritaire.

Quand nos intentions sont résolues, quand la logique n'est pas externe mais la nôtre, on peut, au lieu de répondre aux circonstances, créer la situation dans laquelle on se bouge. A travers des projets anarchistes qui se proposent d'ouvrir des espaces de rencontre, tout en sabotant les outils de la domination, subvertissant ainsi la logique de l'autorité. Ces projets sont des occasions, des expérimentations où les idées et les actions s'entremêlent au point de devenir des expressions d'une perspective qui dépasse le particulier.

Si le monologue est l'outil de celui qui veut produire une narration hégémonique et une répétition débiliteuse de clichés de sens commun pour ceux qui obéissent à la logique dominante, les dialogues font intégralement partie de l'effort de créer des nouveaux parcours. Une approche qui part d'une réflexion sincère à propos de ton propre parcours et qui ne cherche pas à effacer les différences. Une dialogue s'oppose aux astuces rhétoriques employées dans bien trop de discussions, utilisées pour aligner d'autres derrière ton discours.

Nous devons créer plus de moments de dialogue. Cette publication peut en constituer un, malgré ses limitations. Mais des dialogues entre individus, à travers les expériences, sont une nécessité.

*Se bougeant entre la périphérie et le centre,
le long des rives des deux fleuves
jusqu'aux côtes de l'Atlantique*



Un regard sur le *Free Alabama Movement*

Janvier 2017 - Etats-Unis

« *La non-violence n'est elle-même qu'une forme hypocrite et insidieuse de violence, un signe de l'incapacité de certains à se battre pour eux-mêmes en tant qu'êtres humains.* »

Ma critique du *Free Alabama Movement* (FAM) découle de ma conviction d'anarchiste et de l'opposition des anarchistes à l'autorité, à la domination et à l'État. Elle vient aussi de ma participation et de mes observations au sein du FAM. J'espère sincèrement voir le FAM changer son mode d'action et incorporer une diversité d'actions dans sa tactique lorsqu'il s'agit de combattre l'État, et le voir abandonner ses objectifs réformistes qui ne font que renforcer l'État.

Quand le FAM est arrivé pour la première fois à la prison Holman avec sa grève, le mouvement semblait sans chef et très combattif, ce qui m'a particulièrement attiré. Mais maintenant, le FAM semble s'être déformé et avoir adopté cette vieille manie du « leadership ».

L'insistance du FAM sur la lutte pacifique/non-violente confine au pathologique, à la lâche abdication face aux caprices des activistes libéraux et aux objectifs réformistes ; l'abandon de prisonniers révoltés qui s'écartent du mantra de la lutte pacifique/non-violente confine lui aussi à la trahison. Un bon exemple de cela, c'est qu'un membre dévoué du FAM a été accusé d'avoir poignardé le fameux directeur de prison Carter Davenport à la prison Holman en mars 2016. Aux dernières nouvelles, le compagnon n'a pas reçu le moindre soutien de la part du FAM. En fait, un compagnon anarchiste à l'extérieur a récemment contacté le FAM mais n'a jamais reçu de réponse. Un autre exemple du déniement pathologique par le FAM de prisonniers révoltés qui recourent à l'action directe violente contre les bêtes brutales pour qui le seul mécanisme de contrôle connu est la violence, est la dénonciation de la sortie d'isolement de vingt prisonniers révoltés qui avaient été isolés pour avoir soi-disant pris part à une émeute contre les gardiens le 1^{er} août 2016 – comme si leur sortie était un complot des dirigeants de la prison pour

faire monter la violence entre prisonniers –, qualifiant ces rebelles de « détenus violents ». C'est le même vocabulaire qu'utilisent les politiciens quand ils parlent politique aux infos, « détenus violents ». Faux ! J'étais parmi les vingt placés en isolement et relâchés dans la population générale, donc je sais de quoi je parle. Et il y a eu d'autres désinformations diffusées par des porte-paroles du FAM.

Le bruit a couru que le FAM avait organisé un « Sommet de la Paix » ici à Holman où un accord aurait été trouvé entre les différents gangs qui s'opposent et que des annonces auraient été faites dans chaque dortoir selon lesquels les gangs fourniraient une protection aux personnes âgées ainsi que la sécurité dans les dortoirs. Un tel « sommet » n'a jamais eu lieu et nul gang n'a accepté de jouer les forces de sécurité. Le porte-parole du FAM qui a fait ces déclarations est en isolement depuis trois ans pour avoir posté sur Facebook. Je ne sais pas d'où il tire ses infos, mais je sais qu'elle sont inexactes.

Ensuite, il y a le récit trompeur selon lequel les gardiens en grève s'étaient en soutien aux prisonniers. Faux, à nouveau. Ces gardiens faisaient grève contre le refus des autorités pénitentiaires de leur donner une augmentation et contre le manque de personnel. Oui, c'est arrivé qu'il y ait de la violence entre prisonniers facilitée par la direction de la prison mais dans ce cas-ci, ce n'est pas vrai. Il semble que toute violence contre les agents pénitentiaires est vue d'un mauvais œil par le FAM. Seuls les détenus eux-mêmes peuvent mettre fin à la violence entre détenus.

Une autre critique que j'ai sur le FAM, c'est sa dépendance à l'État pour décréter de nouvelles lois (voir la loi FAM sur le site du FAM). Le FAM dénonce « l'incarcération de masse » et demande dans un même souffle à l'État de passer de « nouvelles lois » que le FAM voit comme « justes ». Le FAM refuse de voir que tous les détenus ne disposent pas d'un travail à l'intérieur. Qu'en est-il de ceux qui n'en ont pas ? Est-ce que ça signifie qu'ils ne font pas partie de ceux à relâcher

selon les « nouvelles lois » que le FAM a écrit et pour lesquelles il fait du lobbying ?

Le FAM ne défend qu'une cause et en tant qu'anarchiste, je perçois ça comme une entrave à l'affranchissement d'une société de domination, d'autorité et de contrôle. Les lois sont faites pour contrôler le comportement et les pensées de l'individu. Et la prison est là pour ceux qui refusent de se laisser contrôler, dominer et dicter leurs actes. Les anarchistes s'opposent à toute forme d'oppression, dans toutes ses manifestations. Et nous les combattons toutes simultanément dans nos vies de tous les jours. Et ça inclut baiser, combattre l'État, travailler, élever des enfants et simplement nouer des relations de nouvelles manières.

Les tactiques du FAM (les grèves, le boycott, le lobbying pour de nouvelles lois) sont des méthodes qui perpétuent une certaine pratique qui, utilisée seule, s'est révélée être un échec dans l'histoire. Et l'insistance sur ces méthodes ne fait qu'entraver la création d'autres moyens d'action. Nous devons abandonner les vieilles pratiques de lutte.

La seule chose dans laquelle excelle le FAM est la diffusion d'information vers l'extérieur, il n'est déjà plus si efficace lorsqu'il s'agit d'articuler et de répandre des messages au sein des prisons. Beaucoup de détenus avec lesquels je discute sont décontenancés face aux buts du FAM. La plupart ne connaissent même pas le FAM/IWOC.(1)

Les émeutes, les enquêtes du ministère de la Justice, le manque de personnel, etc. dans les prisons d'Alabama,

et spécialement à Holman, sont le résultat de prisonniers insoumis ou violents qui n'ont rien à voir avec le FAM/IWOC. En dehors des trois grèves, rien de bien concret n'en est sorti. Ni la perturbation du fonctionnement fluide de la prison, ni plus d'espace de dialogue entre les prisonniers eux-mêmes, ni de regain d'autonomie, etc.

Pour mettre fin à l'esclavage carcéral, la société carcérale doit être détruite de même que l'incarcération de masse. Je conseillerais aux révoltés en prison de ne pas laisser de soi-disant alliés du monde libre nous dicter comment nous battre. Nous n'avons vraiment pas besoin d'alliés, nous avons besoin de complices, de conspirateurs. Je connais des prisonniers qui font partie du FAM, comme moi, qui se sentent pareil, mais sont embarrassés parce que leur façon de penser n'est pas acceptée ou parce qu'ils ne font pas partie d'une clique sélecte ou refusent d'accepter des chefs auto-proclamés.

La plupart des gens, à l'intérieur comme à l'extérieur, ne voient pas qu'une guerre est menée contre les opprimés et que l'État, par ses institutions (police, armée, gouvernements local ou national, écoles, etc.) met à exécution les injonctions du pouvoir par différents moyens. Et qu'il va y avoir des victimes – mais il est temps de faire des victimes de l'autre côté.

Note

1. Incarcerated Workers Organizing Committee (comité d'organisation des travailleurs incarcérés) est un projet des Industrial Workers of the World (IWW) pour syndiquer les détenus.



Demolition Now

Un regard critique sur la grève de septembre 2016 dans les prisons aux U.S.A.

Janvier 2017 - Etats-Unis

La grève de septembre 2016 dans les prisons aux USA a montré les nombreuses possibilités qui découlent de relations constantes avec des prisonniers, de la coordination parmi des soutiens extérieurs et d'actions audacieuses entreprises par des compagnons incarcérés. Ayant eu le temps de réfléchir, il semble important de commencer à formuler des critiques sur ce qui n'a pas fonctionné : quels obstacles ont été dressés sur la voie de la révolte dans ses multiples formes. L'article de Michael Kimble partage l'expérience de ce qui s'est passé à la prison d'Holman, l'un des centres de la grève, où des prisonniers rebelles ont provoqué des émeutes, allumé des feux, poignardé le directeur et tué un gardien. En tant que personne impliquée dans la grève depuis l'autre bout - un anarchiste à l'extérieur des barreaux qui collabore avec des compagnons anarchistes à l'intérieur de la taule - je voudrais ajouter une autre couche à la critique de Michael, concernant la tendance montante de ce que j'appelle les « alliés des prisons ».

Il y a beaucoup de gens qui collaborent avec des prisonniers pour beaucoup de raisons différentes : des familles et des amis qui soutiennent leurs proches, des maoïstes qui essayent de convertir de nouveaux disciples, des individus charitables et des institutions religieuses qui essayent de « sauver » les opprimés, des organisateurs qui espèrent abolir les prisons par des campagnes législatives et des anarchistes qui trouvent des affinités avec les révoltés derrière les barreaux, parmi d'autres. Je veux mettre l'accent ici sur les organisateurs et les activistes - qui travaillent généralement dans des organisations formelles - et sur les tendances dans ces groupes à détourner la grève, et avec elle la solidarité, vers le leadership, la non-violence et la réforme.

Suivez le guide

Au centre du mythe de la grève des prisons, on trouve sa création par des soi-disant leaders de la lutte dans les taules. Ces « leaders », contrairement à l'invention des soutiens extérieurs, étaient seulement des individus particuliers sur lesquels des activistes de l'extérieur

ont choisi de se focaliser pour les ériger en « représentants » des révoltes en cours. Si l'on regarde de plus près, on devine facilement pourquoi ces individus particuliers ont été choisis : ils renforçaient les stratégies de réforme, de respectabilité et de non-violence propres aux soutiens extérieurs. En ciblant des individus qui étaient d'accord avec eux et en les élevant comme porte-paroles de la lutte toute entière, ces activistes ont été capables d'insuffler leurs propres stratégies avec la légitimité qu'elles « venaient des prisonniers ».

Ce penchant vers le leadership était d'autant plus évident lorsque ces positions étaient contestées. De nombreuses fois précédant la grève, les critiques portées contre l'idéologie de la non-violence par son leadership informel ont été ignorées parce que l'ordre du jour « venait des prisonniers » et que c'était « mauvais pour la sécurité » de demander pourquoi une déclaration publique devait inclure le langage de la non-violence. Ce que les activistes ont constamment ignorés ce sont les voix de prisonniers combatifs (tels que Michael Kimble) qui ont ouvertement critiqué le discours de respectabilité et de réforme. Dans leur vénération distordue de leaders prisonniers *qu'ils ont eux-mêmes nommés*, les activistes ont déformé et marginalisé les actions rebelles de prisonniers qui étaient en désaccord avec eux.

En réalité, la grève a été poussée et portée par des centaines et même des milliers d'individus dont la plupart n'ont absolument aucun lien avec une quelconque organisation et qui ont simplement donné suite à leur propre désir de contre-attaquer ce qui les oppresse et les exploite. Si les organisations formelles à l'extérieur ne la comprennent pas, c'est parce que leur fétichisme pour l'organisation formelle ne reconnaît rien d'autre que des leaders et des suiveurs.

Alliés, mais pas complices

Beaucoup de ces activistes ont commencé à se constituer une nouvelle place dans la lutte : les « alliés » à temps plein des prisonniers. Tout au long de la grève,

de nombreux organisateurs ont insisté sur l'idée que le rôle des « soutiens extérieurs » était de s'organiser en vue d'atténuer la répression à l'encontre de ceux à l'intérieur. Sans ignorer l'importance des appels, de la diffusion d'information, etc., il est important de critiquer cette stratégie pour ce qu'elle est : le refus d'une véritable solidarité.

Alfredo Cospito a écrit : « Il y a deux types de solidarité. L'une passive, qui sert trop souvent à se laver la conscience de sa propre inactivité, et qui ne colmate pas la distance entre les mots et les faits. Et une solidarité active, concrète, une solidarité réelle que certains appellent révolutionnaire, faite en silence dans l'anonymat, dans laquelle seules les actions destructives parlent aussi à travers les mots qui les accompagnent. » La différence entre ces deux formes de solidarité est d'une importance cruciale pour la lutte anarchiste. Dire que notre priorité principale consiste à soutenir ceux qui passent à l'action en prison nous enlève toute responsabilité quant à notre propre devoir de lutter. L'absurdité d'encourager à la révolte ceux qui se trouvent dans des environnements fortement restrictifs (et qui devront sans aucun doute affronter de lourdes conséquences même pour des infractions mineures) alors que nous-mêmes ne faisons rien pour agir de manière combative est stupéfiante. C'est de la lâcheté de proposer comme stratégie de se tenir à l'extérieur d'un profitable business de l'enfermement en arborant poliment des pancartes pendant que des compagnons croupissent dans l'isolement pour avoir attaqué.

En tant qu'anarchistes, nous ne cherchons pas de « personnes opprimées » dont nous pourrions devenir les « alliés ». Nous cherchons celles et ceux avec qui nous partageons une affinité dans la lutte. Cette relation n'est pas de celle qui existe entre les leaders et les suiveurs, entre « les plus opprimés » qui mènent des soutiens empathiques, mais de complicité active. Cette complicité implique une réciprocité d'apports, d'attention et de risque. Mon objectif n'est pas seulement de soutenir la révolte des autres, mais de saisir pour moi-même les moyens d'attaquer ce monde-prison tel qu'il existe chaque jour dans ma vie. Ceux qui cherchent des rapports de domination et de soumission ne trouveront qui cela. Pour le reste d'entre nous, le chemin inconnu de l'affinité nous attend.

Le nouveau pacifisme

Ceux qui encouragent les personnes en prison à se révolter savent que les prisonniers devront faire face à une répression brutale s'ils sortent du rang. Au lieu de prendre cela comme une impulsion et utiliser leur liberté relative pour attaquer la prison depuis l'extérieur, des activistes l'utilisent plutôt comme un chantage envers

quiconque critique la non-violence. La logique voudrait que, parce que les prisonniers seront confrontés à la répression, ils doivent se conformer aux principes de la non-violence. Pendant la période qui a mené à la grève des prisons, la répression potentielle contre les compagnons à l'intérieur était utilisée à plusieurs reprises pour entraver la critique portée par des compagnons tant à l'intérieur qu'à l'extérieur envers des déclarations publiques défendant la non-violence.

Cette idéologie pacifiste a atteint de nouveaux degrés d'atrocités lorsque des leaders du Free Alabama Movement ont critiqué les administrateurs de la prison d'Holman pour avoir sorti des « délinquants violents » et des « prédateurs homosexuels sociopathes » de l'isolement et demandé que la prison embauche plus de gardiens. Pour être clair : beaucoup de ces personnes libérées étaient à l'isolement pour avoir pris part à des émeutes et des révoltes au cours des mois précédents. Homophobie flagrante, inquiétudes pour la sécurité des porcs/gardiens au détriment du soutien aux rebelles confrontés à la répression et dénonciation de ceux qui posent un acte violent sont le résultat dégoûtant et naturel du soutien inconditionnel au « leadership » dans les prisons - particulièrement le leadership qui promeut le pacifisme idéologique.

Quoiqu'en disent les soi-disant leaders de part et d'autre des murs, les prisonniers s'en foutent de la non-violence. Les incendies, les attaques au couteau et la résistance à l'intérieur et les attaques contre la propriété à l'extérieur montrent que malgré le pacifisme dogmatique des leaders, la révolte contre la prison reste destructive et incontrôlable.

Abolir ou démolir ?

« Abolir les prisons » ne suffit pas. Faire évoluer la rébellion dans les taules vers des objectifs tels que des enquêtes du Département de la Justice sur les conditions de détention, le soutien aux gardiens de prison, les alliances avec la gauche ou des réformes législatives ne fera que créer un nouveau, plus insidieux, régime de pouvoir. Ce n'est qu'à travers l'attaque auto-organisée - sans respect pour l'autorité, sans écraser nos désirs d'être libre sous le poids de l'Allié politique accablé de culpabilité - que nous détruirons la prison. Malgré le récit mis en avant par les leaders et les activistes (et repris ensuite par les médias capitalistes), la grève des prisons a débordé le contrôle de toute organisation ou leader et est allée au-delà du pacifisme, au-delà de la réforme.

En tant qu'anarchistes en prison et anarchistes hors de prison, nous continuerons à attaquer l'ennemi partout et chaque fois que possible. Au-delà de l'abolition : Démolition immédiate !



La lutte radicale mapuche

Résistance ancestrale contre l'État et le Capital

Mars 2017 - Chili

Ce texte a été écrit au Chili pour le numéro 4 de la revue *Contra Toda Autoridad*. Le texte cherche à établir des points de connexion avec les expressions radicales et anti-étatiques présentes au sein de la lutte historique du peuple mapuche. Montrant quelques différences en termes de stratégies de lutte et marquant aussi des distances en tant qu'anti-autoritaires, le texte soulève avant tout la continuité d'une lutte de longue durée où les combats pour l'autonomie et la récupération des territoires se déroulent à travers la résistance et l'offensive contre les intérêts étatiques et capitalistes dans les territoires mapuche.

« Toute individualité, groupe, tribu ou peuple autochtones a ses formes de résister contre ce système, ses propres visions et façons de s'organiser. Toutefois, ils ont le même ennemi qui les réprime et opprime, et le but final de leurs luttes est de vivre libres et autonomes. »
(le compagnon Carlos Gutiérrez Quiduleo)

Bref survol d'un parcours de résistance

On sait que la lutte du peuple mapuche dure déjà des centaines d'années. Avant de combattre les conquistadors espagnols, les mapuche avaient déjà freiné l'avancée de l'empire inca vers le sud, vers les territoires qu'on appelle aujourd'hui le Chili. L'empire inca s'était ainsi vu forcé de camper sur sa position dans la zone centrale du « Chili ».

Les batailles et les luttes contre les conquistadors espagnols sont aussi connues. Pendant plus de cent ans, les mapuche ont fait la guerre qui a mis en échec les prétentions des conquistadors de dominer le territoire sans obstacles majeurs, les forçant, après des processus d'extermination et de captivité, de délimiter une frontière qui a permis aux mapuche de préserver leur territoire au sud du fleuve Bio Bio.

Une fois créé l'État chilien, l'oppression en territoire mapuche s'est à nouveau accentuée, une période qu'on

appelle hypocritement dans l'histoire des puissants « la pacification de l'Araucanie », tandis qu'en réalité, il s'agissait d'une extermination ethnique et culturelle massive qui a approfondi la dépossession en donnant des terres mapuche à des colons allemands dans le but de « civiliser » les terres des « sauvages ».

Au cours des dernières décennies, la logique de la dépossession s'est intensifiée lors de l'implantation des politiques économiques néolibérales durant la dictature, donnant des terres ancestrales mapuche à des entreprises forestières et hydroélectriques, rasant des forêts, inondant des terres, plantant des pins qui tuent l'écosystème natif et installant des usines de traitement de cellulose qui dévastent le territoire.

Dépossession, répression et résistances contre l'État et le Capital.

Avec l'arrivée de la démocratie, la logique marchande s'est intensifiée. Mais tout comme durant des derniers siècles, la résistance mapuche a réémergé avec des propositions organisationnelles et des actions directes qui visent l'autonomie du peuple mapuche à travers la récupération et la défense de son territoire ancestral. On a cherché à matérialiser cet objectif ces dernières décennies à travers l'articulation entre les communautés ainsi que l'action directe contre des objectifs variés : attaques incendiaires contre les infrastructures des entreprises forestières et des latifundiaires, contre des résidences d'été de politiciens, contre des églises etc., tous des objectifs qui font partie des intérêts capitalistes et étatiques présents dans la zone.

Le panorama de ce qu'on pourrait appeler « la lutte mapuche » est hétérogène. On y trouve en même temps des communautés et des groupes assimilés par la voie institutionnelle chilienne, des discours victimistes, des communautés en lutte, des groupes de résistance armée, des organisations politico-militaires, des propositions anti-capitalistes/révolutionnaires, des idées de libération nationale, etc.

Au milieu de cette diversité, l'État chilien pousse vers la résolution du conflit par la voie institutionnelle, montrant en même temps un image de respect pour la diversité en plaçant des gens mapuche aux cotés des autorités dans les discours politiques, en admettant le langage mapuche (le mapuzungun) dans les bâtiments étatiques et les textes scolaires ou encore en donnant à des gens d'origine mapuche des fonctions politiques dans la « zone en conflit »,...

En parallèle avec cela, une intense politique de répression sévit depuis des années contre les communautés mapuche en lutte qui ne se plient pas aux impositions et offres étatiques. L'État les attaque avec des perquisitions continues, des agressions contre des enfants, des incarcérations, des assassinats, des tortures, des procureurs spéciaux, des filatures, des écoutes téléphoniques, des « témoins couverts », des indicateurs qui travaillent en échange de bénéfices, des unités de la police militarisé, des groupes paramilitaires et tout une gamme de moyens typiques de la guerre contre-insurrectionnelle.

S'appropriier les expériences d'une lutte sans trêve.

Malgré tous ces instruments répressifs, l'État n'a pas réussi à freiner la lutte mapuche dans ses expressions plus radicales, et avec lesquelles nous fraternisons tout en étant conscients des différences qui nous séparent de toute position victimiste ou ethnocentriste qui ne donne pas d'attention à l'existence d'autres tendances en guerre contre l'État et le Capital.

Une fois assumées certaines distances, nous pouvons nous approprier l'agir permanent contre les intérêts étatiques et capitalistes, et comment, malgré la répression, cet agir continue, voire s'étend et s'intensifie, dépassant toute politique de guerre anti-subversive déployée dans la zone mapuche avec des centaines d'hommes et des millions de pesos dépensés à la répression.

On peut récupérer plusieurs apprentissages pour nous-mêmes en regardant la continue lutte radicale mapuche, des éléments que nous pouvons sans doute insérer dans la lutte insurrectionnelle contre toute autorité. Son rythme de guerre est déjà un exemple à suivre,

intensifiant et diversifiant le combat, d'un côté contre la dépossession séculaire et de l'autre en réponse aux coups répressifs.

Ainsi, par exemple, en avril 2016, pendant que l'État, ses procureurs, policiers et agents de renseignement n'arrêtaient pas de fêter et de se vanter de la détention d'un groupe de mapuche accusés d'avoir participé à l'attaque incendiaire contre une villa dans lesquels sont morts deux latifundiaires (2015), des groupes de résistance mapuche ont réalisé plusieurs attentats incendiaires qui ont secoué le pouvoir, démontrant que l'incarcération n'est pas synonyme de défaite et que la lutte continue et s'intensifie.

Une autre chose importante est de considérer que cet agir continue malgré les arrestations et les assassinats de mapuche, les perquisitions et les harcèlements des communautés, mais aussi la trahison de certains mapuche qui ont fini par collaborer avec l'État, tout ça n'a pas forcément à voir avec une professionnalisation militaire de la lutte mapuche – même si le pouvoir veut le présenter ainsi. C'est même le contraire. Il s'agit d'individus et de collectifs qui, avec ingéniosité et détermination, participent activement à la lutte radicale sans donner de trêve à l'ennemi, au sein d'une guerre qui commence depuis l'intérieur même des communautés en lutte qui récupèrent des terres et résistent aux attaques de la police.

Cette attitude dans la lutte, ce rythme de guerre, sont un exemple pour nous. Mener partout la guerre depuis notre position d'affrontement permanent est sans doute quelque chose que l'autorité craint.

Quelle force nous gagnerions si plus de compagnones et compagnons adoptaient cette attitude de rupture de leurs propres routines et comforts, pour déchaîner la rage contre la domination, pour rendre les coups à l'ennemi et tout donner dans l'insurrection permanente contre le pouvoir.

L'expérience, nous l'avons à portée de main, les envies et la convictions se trouvent en nous-mêmes.

Dans les forêts, les campagnes et les villes... à propager la guerre contre la domination !



De l'autre côté

Contre le gazoduc TAP et ses défenseurs

Janvier 2014 - Italie

Ce texte constitue l'introduction d'un dossier sur le gazoduc TAP, écrit et diffusé en Italie en 2014. Depuis lors, plusieurs choses ont changé, l'exécution du projet a commencé et les travaux sont devenus plus concrets. Toutefois, cette première réflexion plus approfondie reste selon nous un point de départ toujours valable, vers d'autres textes et approfondissements à propos de cette nuisance et de cette lutte partielle, en nous suggérant également un chemin pour l'action.

- *Bibliothèque anarchiste occupée Disordine*
(disordine@riseup.net)

Introduction

Voici un dossier qui souhaite pousser à la lutte.

Il s'agit d'un point de départ que les quelques lecteurs qui le liront devront toujours avoir en tête. La rédaction de cette brochure vise exclusivement à stimuler une opposition et une lutte ayant pour but de contrer l'énième nuisance qu'ils ont l'intention de faire passer sur nos têtes.

Un autre aspect qu'il est important de clarifier est que nous n'avons aucune prétention à l'*objectivité* ; nous n'aspérons donc pas à être *impartiaux* et à donner des indications et des informations *objectives*. Au contraire, il s'agit d'une brochure absolument *partisane*, voulue et réalisée par quelques individus qui, face à l'imposition d'un projet de gazoduc sur le territoire où nous vivons, se sont rangés de l'autre côté par rapport à tous ceux qui veulent réaliser ce projet : qu'il s'agisse du joint-venture des entreprises multinationales regroupées sous le nom de TAP (Trans Adriatic Pipeline) comme des partis qui défendent la nécessité d'un tel projet ; qu'il s'agisse de personnes physiques qui tentent de faire passer la pilule – universitaires, journalistes, experts et entrepreneurs de service – ou encore des "intérêts supérieurs" abstraits de chaque personne, au nom des besoins énergétiques de toute l'Union européenne. Et si nous reven-

diquons notre absolue partialité avec orgueil, il vaut le coup de clarifier tout de suite que ceux qui agissent de manière opposée à la nôtre, en affichant l'aspect objectif, impartial et démocratique de leurs choix, essayent de masquer *leurs propres intérêts*, qui sont ceux d'un capitalisme transnational et d'une économie globalisée qui ne peuvent coïncider avec ceux des gens communs, mais ont pour objectif le profit de quelques-uns au détriment de tous. Au nom de l'accaparement et du contrôle de nouvelles sources d'énergie à travers le monde, ces intérêts laissent derrière eux une longue traînée de sang, d'exploitation, de soumission et de contrôle. A bien y regarder – c'est même un fait indéniable –, c'est au nom de ces mêmes intérêts que sont lancées la majorité des guerres actuelles, qu'elles soient manifestes – à coup d'interventions militaires sous couvert de "missions humanitaires" ou d'"opérations de police internationale" – ou pas, pour préserver ou gagner des zones d'influence géographiques et politiques.

Les Pouilles : servitude de passage et terre d'accumulation de sources d'énergie

En discutant du projet de gazoduc TAP et des modalités à mettre en œuvre pour tenter d'en empêcher la réalisation, nous nous sommes interrogés – notamment – sur les raisons pour lesquelles la région des Pouilles est utilisée comme une servitude de passage et d'accumulation de sources d'énergie. Une question que quiconque regarde autour de soi devrait se poser, si seulement il prêtait attention aux énormes étendues de panneaux solaires qui ont supplanté les cultures agricoles et aux pylônes des éoliennes qui ont à la fois transformé l'horizon et notre manière de voir, modifiant ainsi la rapport *social* entre nos sens et la manière de percevoir l'environnement. La position géographique de la région a sans doute contribué à créer ces conditions, comme c'est arrivé ailleurs. Toutes les régions du Sud de l'Italie ont par exemple été colonisées par le photovoltaïque, notamment parce que les journées d'ensoleillement et la quantité de soleil sont plus importantes que dans d'autres zones. Mais ce

n'est pas la seule raison. Les Pouilles, tout comme la Sicile, sont des régions qui occupent des positions de choix sur l'échiquier européen, en étant les zones les plus périphériques qui ouvrent vers de nouveaux marchés – pas que énergétiques – et vers d'autres zones du monde pas encore "pacifiées" selon les paramètres occidentaux. S'approprier et exploiter leurs sources d'énergie est une manière d'imposer son hégémonie. Ce n'est pas un hasard si c'est en Sicile qu'arrivent les gazoduc reliés aux gisements d'Afrique du nord, et si c'est dans les Pouilles qu'est prévu le port d'un TAP en provenance de la Mer Caspienne et d'une ex-république soviétique. Et ce n'est pas fini, parce que le TAP n'est qu'un des gazoduc qui pourraient accoster dans les Pouilles, un autre étant prévu à Otranto (IGI Poséidon, toujours en provenance de la Mer Caspienne) et un autre encore en provenance d'Israël, nommé East Med. En tout cas pour l'instant.

Une autre bonne raison pour miser sur les Pouilles est sans doute le chantage économique qui, dans un Mezzogiorno à l'économie en berne, constitue une incitation financière bienvenue pour beaucoup. Par exemple, le fait de louer ses terres pour vingt ans en les rendant stériles et en ne recevant qu'une partie infime de l'argent gagné par ceux qui les géreront, est un scrupule qui ne perturbe pas le sommeil de beaucoup de monde. Et comme en plus ce sont généralement des immigrés esclavagisés et souvent pas payés qui installent les panneaux solaires, comme on a pu le constater douloureusement ces dernières années, et que les autres postes de travail sont presque exclusivement liés au contrôle et à la surveillance des installations (et parfois à leur vol, mais ceci n'est pas pris en compte dans la case "postes de travail" des statistiques...), les employeurs ont sournoisement compris que c'était un bouton sur lequel appuyer. Marcegaglia par exemple, l'ancien président du syndicat des patrons, la Cofindustria, a ainsi installé à Taranto son entreprise de production de panneaux solaires, tout comme la multinationale danoise Vestas l'a fait pour les éoliennes. Aujourd'hui, à quelques années de distance, avec la fermeture de ces sites, le masque du chantage à l'emploi est définitivement tombé. Le TAP, paradoxalement, joue la même carte pour tenter de se faire accepter, parlant d'une quantité floue de postes de travail offerts à des entreprises ou du personnel local, que ce soit dans la phase de construction du gazoduc ou à propos de la future centrale à dépressurisation du gaz. En plus du côté fumeux et intéressé des données fournies par le TAP à propos du nombre de ces hypothétiques emplois, il n'est pas dit que pour réaliser et gérer un tel projet, c'est en réalité de personnel hautement qualifié et spécialisé dont il s'agit, certainement pas de chômeurs de base ; cela concerne en pratique non seulement des profils peu touchés par la crise économique et le chômage, mais surtout des individus qui de par leurs études, leur spécialisation et leur rôle social, imposent une *technicisation de la vie* qui nous rend toujours plus dépendants des quelques-uns qui détiennent ces connaissances, et de l'idée de *développement* et de *progrès* dont ils sont porteurs.

Un autre hameçon lancé pour embobiner les pigeons est celui de l'économie réalisée sur la facture de gaz, mais en plus d'être un mensonge éhonté parce que le méthane transporté sera destiné au marché européen, même si c'était le cas, serions-nous vraiment prêts à fermer les yeux contre quelques miettes tombées du banquet des riches ? Céder nos vies et nos territoires, et finalement soi-même, à ceux qui pensent que tout peut être acheté, n'est que la plus abjecte des formes de prostitution.

En plus du chantage à l'emploi, il est possible que les différents spécialistes qui osculent le tissu social aient identifié dans la population des Pouilles, et celle du Salento en particulier, une bonne dose de résignation et de fatalisme, effectivement – et malheureusement – présente en son sein. Depuis trop longtemps habitués à une gestion clientéliste de la vie, raison pour laquelle on s'adresse au fameux "Saint au paradis" pour obtenir quoi que ce soit, et à des décennies de pacification sociale qui ont endormi les esprits et sclérosé les cœurs, on devient incapables de penser que c'est en luttant et pas en mendiant qu'il est possible d'obtenir ce que l'on veut. Ne pas réussir à percevoir comme un *ennemi* ceux qui veulent imposer leurs choix au-dessus de nos têtes ou penser qu'il est trop gros pour pouvoir le combattre, est une mentalité qui mène inévitablement à la résignation et à la délégation, en croyant que les autres – et pas soi – peuvent défendre nos vies mieux que nous-mêmes.

Le malheur d'avoir pour Gouverneur quelqu'un considéré comme une personne sensible qui met en avant jusque dans le nom de son parti le mot "écologique", a aussi conduit à une accumulation de nuisances énergétiques dans les Pouilles. Le fait que certaines sources d'énergie – dont justement l'éolien et le solaire – soient considérées comme "renouvelables", a permis leur prolifération bien au-delà de ce que pouvaient être les besoins privés de chacun, transformant la région en une usine de production et d'accumulation d'énergie, et par conséquent en une réserve à exploiter au service de n'importe quelle industrie. Il en sera de même avec le méthane que le TAP entend faire accoster à San Foca, lorsqu'on pense que ce type de gaz est lui aussi considéré comme une "énergie propre". Il nous faut en effet tout de suite éliminer un malentendu alimenté avec soin par les défenseurs du gazoduc, parce que le gaz transporté ne servira certainement pas à allumer les quelques ampoules à basse consommation qu'on a chez soi, et ne pourra pas non plus remplacer d'autres sources d'énergie considérées comme plus nocives – comme le charbon utilisé par la centrale de Cerano. Il viendra simplement *se rajouter et compléter* tout ce qui est déjà là ; en pratique, il servira uniquement aux usines pour accroître leur production de marchandises inutiles qui nous rendent toujours plus dépendants de "biens" dont, jusqu'à présent, nous n'avons pas besoin, créant de nouvelles formes de nuisances en une spirale sans retour ni sortie de secours. Il suffit de penser à la MAT, une ligne à haute tension en cours de construction en Espagne et dont le but est de transporter *l'énergie*

produite en trop à travers l'Europe, contre laquelle s'est développée une forte opposition parce que porteuse de nouvelles nuisances et maladies.

A la lumière de tout cela, on comprend comment les Pouilles, et le Salento en son sein, est soumise à une véritable opération de *colonisation énergétique*, parce que si les mots ont encore du sens, le colonialisme n'est rien d'autre qu'une politique de domination imposée par une puissance au détriment d'un territoire et d'une population.

Pourquoi nous sommes contre le gazoduc TAP

Le gazoduc qu'ils veulent réaliser est une nuisance. Nous le considérons comme tel, même en faisant abstraction de toutes les caractéristiques particulières qu'on peut analyser, comme par exemple la pollution qu'il causera. Dans le sens que, même si ses défenseurs pouvaient un jour démontrer –et ils ne le peuvent pas– que ce projet est absolument non polluant, il resterait toujours une nuisance *en vertu de l'idée qui le soutient*, au sens où c'est déjà en soi une pensée nuisible que de penser qu'il est juste de construire une infrastructure colossale traversant des territoires en tout genre sur 900 kilomètres, pour transporter du gaz et produire de l'énergie sans aucune nécessité, sinon celle économique de quelques profiteurs.

Bien qu'ils tentent d'affirmer le contraire, le gazoduc est évidemment un projet polluant, depuis son point de départ en Mer Caspienne jusqu'à son hypothétique arrivée dans le Salento. Il ne peut en être autrement, malgré les données techniques fournies par la multinationale qui entend le réaliser. Perforer le sol en profondeur, faire passer les tubes sous la mer et par la terre sur des centaines de kilomètres implique inévitablement une pollution, y compris celle des engins qui travailleront pendant des années pour réaliser le projet, sans compter celle causée par les déperditions de gaz –en mer, dans le sous-sol et dans l'air– qui, bien que de façon minimale, est admise par la compagnie TAP elle-même. Sans même parler qu'une fois débarqué dans le Salento, il arrivera dans une centrale à dépressurisation qui va occuper une zone de 12 hectares et relâchera de toute façon des émissions polluantes, si bien qu'il est prévu un périmètre de sécurité autour d'elle. A bien y regarder, l'appropriation de larges tranches de territoire par une multinationale n'est-elle pas à considérer elle aussi comme une forme de pollution, environnementale et sociale ?

De fait, lorsqu'on se trouve face à des intérêts en milliards, rien de tout cela n'est pris en considération, le projet doit être imposé sur la tête d'une population qui, selon les études qui veulent l'imposer, doit être –textuellement– considérée comme une “variable non significative”. Cette imposition et le fait d'être considérés comme des *variables*, et qui plus est *non significatives*, devrait en soi être suffisant pour nous pousser

à nous opposer à ceux qui, à travers ces affirmations, révèlent ce qu'ils sont réellement : des colonisateurs prêts à tout pour mettre en œuvre leurs intérêts. Montrer que nous sommes des individus vivants, pensants et *significatifs*, avec une dignité à défendre, en leur montrant toute notre plus viscérale hostilité, serait vraiment le minimum pour ne pas se sentir avilis et défaits dans nos propres vies et incapables de faire face aux puissants et aux abuseurs de service.

Au cas où nous déciderions de le faire, il y a cependant un aspect que nous ne pouvons ignorer. Depuis toujours, les puissants sont défendus par celui qui protège leur personne et leurs intérêts : l'Etat et son bras armé, c'est-à-dire l'armée et la police. Un des aspects à prendre en compte lorsque de grands travaux sont construits est en effet l'accroissement de la répression et de la militarisation des territoires concernés. Il s'agit ainsi d'un *morceau du monde en guerre* qui vient débouler dans le jardin de notre maison. Ceci n'est pas un exercice rhétorique de langage, mais une donnée de fait *bien réelle*. Lorsqu'on regarde ce qui se passe sur un territoire où est en cours un autre grand projet en Italie –soit en Val Susa– on peut voir comment les militaires et les moyens déployés dans le contrôle du territoire sont *les mêmes* que ceux de retour d'Afghanistan. En somme, les maîtres de la vapeur nous font la guerre au quotidien : ceci est à prendre en compte dans l'évaluation des ripostes que nous voulons apporter.

A ce propos, il existe un aspect que nous ne réussissons pas à comprendre, tellement il nous semble surréaliste et grotesque : si l'Etat fait partie, comme on l'a vu, de ceux qui imposent ces projets pour protéger les colonisateurs de service, comment peut-on penser qu'en s'adressant à des parties de ce même Etat, celles-ci puissent être *de notre côté* et aller contre ce dernier, c'est-à-dire contre elles-mêmes ? Une réponse difficile à trouver...

En somme, ceux qui souhaitent réellement entrer en jeu contre le gazoduc doivent avoir à l'esprit que s'opposer à ce projet signifiera aussi nécessairement s'opposer à l'Etat et à l'ensemble du système économique et social. On peut en effet affirmer que la réalisation de ce projet est absolument représentative du système dans lequel on vit ou, pour mieux dire, qui nous gouverne. Au même titre que pour l'énergie qu'il devrait produire, l'ensemble du système économique est basé sur un mécanisme dont nous n'avons pas besoin, mais auquel on ne peut pas se soustraire, c'est-à-dire sur une production croissante de marchandises et de biens –matériels et immatériels– fondamentalement inutiles mais qui ont été rendus nécessaires par l'introduction contrainte de besoins fictifs. Tout cela a contribué à créer une société toujours plus énergivore, dont la quantité d'énergie demandée pour la faire avancer, toujours plus vite vers le gouffre, est destinée à *ne jamais diminuer*, et dans laquelle cette énergie gaspillée en une inutile tentative d'en produire plus s'accompagne de la création de nouvelles sources de mort et de nuisances. Il suffit de penser à ce qui arrive

avec n'importe quelle centrale nucléaire ou –pour rester près d'ici– à l'aciérie Ilva, qui dépense d'énormes quantités d'eau et d'énergie pour produire des cancrs et des tubes en acier, peut-être même ceux qui seront utilisés dans la construction du TAP...

Il semble donc clair que l'opposition au gazoduc qu'ils veulent faire accoster à San Foca doit être liée à une conception plus générale de la lutte, et pas pour défendre son bout de jardin au détriment de celui du voisin, déjà contaminé ; on pense à l'hypothèse, évoquée à plusieurs reprises, de déplacer le terminal à Brindisi. La logique qui nous lie ne doit pas être celle localiste du genre "*maîtres chez nous*", mais au contraire celle solidaire du NON au gazoduc *ni ici ni ailleurs*, parce qu'une nuisance installée loin de chez soi reste toujours une nuisance qui dégrade quelqu'un d'autre, un autre auquel on peut nécessairement s'identifier et se reconnaître, un autre victime des mêmes logiques de profit qui nous dégraderaient nous et le Salento.

Course au gaz et accaparement des sources d'énergie. Sur quelques raisons possibles.

A part produire des marchandises, quel est l'objectif de l'accaparement et de l'accumulation de gaz et de sources d'énergie ? A la lumière de la course folle qu'ils ont entreprise, cela nous semble une question d'importance.

La raison la plus banale qui vient à l'esprit est de garantir un standard de vie et de commodité auxquels bien peu de ceux qui vivent dans le monde occidental ne veulent renoncer, contre les légitimes aspirations de ceux qui vivent dans les dits pays en voie de développement. Le méthane, par exemple, sert également à alimenter le chauffage et la mobilité, et sa demande

augmente de manière proportionnelle à la diminution des réserves de pétrole et à l'augmentation du prix de ce dernier. Le marché automobile lié au méthane est augmentation constante, tout comme les bénéfices qui vont avec.

Mais en plus des commodités et du profit économique que certains secteurs particuliers de l'industrie peuvent en retirer, un autre aspect encore plus important nous semble en jeu, celui lié à des intérêts de type politique. Dans les scénarios des prochaines années, avec l'épuisement accéléré des sources d'énergie, notamment fossiles, ceux qui en disposeront en effet le plus pourront mettre en échec et en condition de chantage d'autres zones du monde et d'autres populations, avec tout ce qui en dérive en termes de Pouvoir. Un Pouvoir auquel, en acceptant que le gazoduc arrive dans le Salento, nous serons toujours plus soumis, contrairement à ce qu'on pense d'habitude. Si la fausse hypothèse d'une diminution des factures de gaz conduit en effet beaucoup de monde à voir une opportunité dans le TAP, qu'arrivera-t-il lorsque nous serons tous dépendants du gaz et que ceux qui le gèrent pourront pratiquer les prix qu'ils veulent, vu que nous ne serons plus en mesure de penser et de nous garantir des alternatives, par exemple pour cuisiner et nous chauffer ? Ou encore, qu'arrivera-t-il si ceux qui ont la main sur les robinets de gaz, décidaient à un certain moment de les fermer pour une raison quelconque, comme le vendre plus cher à d'autres acquéreurs plus riches ou pour nous contraindre à renoncer à une protestation ou une révolte ?

Des hypothèses qui peuvent sembler de la science-fiction, mais auxquelles on ferait peut-être bien de réfléchir. Parce que, on l'a souvent vu, la science-fiction est en deçà de la réalité.



Ni intégration, ni loi

Mars 2017 - Allemagne

L'époque où l'État allemand se présentait comme un refuge d'humanité et de terre d'accueil, et où il était, en comparaison, relativement simple d'entrer le pays en tant que réfugié (en partie aussi sans être enregistré), est révolue.

Aujourd'hui, des accords sont conclus avec des gouvernants comme le président turque Erdogan afin d'empêcher les réfugiés de s'approcher des frontières allemandes ; de plus en plus d'États sont désignés comme des pays d'origine sûrs afin d'accélérer les procédures d'asile en permettant d'expulser des gens sans un soi-disant examen du cas individuel ; on parle d'un quota maximal annuel de demandes d'asile et des incidents comme des attaques de l'État Islamique ou des agressions sexuelles contre des femmes sont instrumentalisés pour attiser la peur dans la société et légitimer une approche dure de toute forme de délit commis par des étrangers. Pourtant, il y a aussi des possibilités économiques qui s'ouvrent avec une immigration contrôlée – c'est-à-dire, avec l'exploitation différenciée des arrivants en fonction de leur disposition à s'adapter et à travailler – qui est supposé maintenir l'image de l'Allemagne comme l'État européen phare en termes d'intégration.

Ainsi, on divise les réfugiés de plus en plus rapidement et efficacement entre ceux qui ont une perspective de pouvoir rester et ceux qui ne l'ont pas. Les premiers seront intégrés en accord avec le principe de la demande et on essayera de les forcer à abandonner complètement leur individualité et à assimiler des modes de comportements prédéterminés. Pour les derniers, des camps de déportation sont construits et ils sont de plus en plus contraints à rentrer volontairement ou à se faire expulser.

Afin de garantir tout ça et de le couvrir légalement, une série de nouvelles lois ont été approuvées récemment autant au niveau fédéral qu'au niveau régional. Une des lois les plus répressives qui ne vise pas seulement des gens avec des quelconques origines étrangères, mais tous les rebelles pas intégrés, c'est la loi bavaroise sur l'intégration. Comparé à la loi approuvée

au niveau fédérale, cette loi régionale représente un tour-de-vis supplémentaire.

Le texte qui suit avait déjà été écrit avant l'approbation de la loi au parlement bavarois et a été édité et mis à jour pour sa publication en Avalanche. Il se penche assez spécifiquement sur quelques aspects de cette loi bavaroise qui nous paraissent importants, mais cherche à replacer ces réflexions dans un contexte plus large et à critiquer les formes démocratiques de protestations que certains, en collaboration avec des partis politiques, ont mis en œuvre pour soi-disant empêcher cette loi.

Culture dominante et soumission

Afin de préserver la domination et à faire rentrer la vie dans le système hiérarchique qu'est tout État, des règles qui s'appliquent à tout le monde sont imposées, en particulier en des moments de changements rapides au sein de la fabrique sociale. Sur base de ces règles, des comportements et des gestes peuvent alors être divisés en bon et mauvais. Ces règles doivent être acceptées par la majorité de la population et, selon le modèle de domination (dictature, démocratie,...), comprises comme étant plus ou moins dans leur intérêt. Mais cela peut aussi s'imposer par des moyens violents. Le monopole étatique sur l'utilisation de la violence se base sur l'État étant le seul acteur autorisé à déterminer les règles (par voie législative), à juger des délits (par voie judiciaire) et à imposer des peines et finalement punir le délinquant (par voie exécutive).

L'acceptation de la constitution démocratique et le monopole étatique sur la violence est la pierre angulaire de ce qui est défini comme une intégration réussie dans la loi bavaroise sur l'intégration. A partir de maintenant, tout le monde est supposé non seulement de respecter et obéir la nation et la constitution, l'État et les lois, mais de se montrer loyal envers eux. Comme il était clair dès le début, ceci vaut autant au niveau politique, où toute

remise en question radicale des conditions existantes (du pouvoir) est interdite, qu'au niveau économique, où une contribution est demandée de tout le monde afin de préserver voir d'augmenter la performance économique du marché libre bavarois. Loyauté envers et assimilation totale à la morale locale, aux traditions et coutumes sont exigées de tout le monde, mais d'une façon plus rude de ceux qui sont venus d'un autre pays ou qui ont au moins un parent ou un grand-parent qui est étranger (car aussi dans ce cas, ils parlent d'un possible besoin accru d'intégration ; ce qui nous rappelle un certain certificat qui est démodé, mais qui pourrait revenir sur la scène bientôt).

De pair avec une arrogance qui émerge de l'histoire bavaroise et européenne, ce moral, ces traditions et ces coutumes constituent la culture dominante [*Leitkultur*] à laquelle le texte de la loi fait tout le temps référence et envers laquelle les réfugiés sont censés d'être loyaux en particulier car ils sont des hôtes. Toute personne qui ne se soumet pas totalement et qui se faisant ne prouve pas les efforts faits pour s'intégrer, devra affronter une série de mesures répressives spécifiques et une exclusion des allocations de l'État social bavarois.

Loi et répression

Si quelqu'un ne paraît pas intégré aux yeux des autorités parce qu'il « manifeste en rompant de façon démonstrative les règles, en diffamant ou en se comportant de quelque manière que ce soit qu'il refuse la constitution démocratique », il peut être obligé à suivre un cours de base sur la constitution démocratique. Ne pas aller à cet cours ou le perturber sera puni d'une amende. Il n'y a même pas besoin d'une décision judiciaire, c'est les flics qui peuvent tout simplement ordonner un tel cours. Si tu ne démontres pas le respect exigé envers eux (ce qui est explicitement nommé un cas flagrant de manque d'intégration), tu peux aller suivre le cours de base sur la démocratie et ensuite, reste à voir si le juge à quelque chose d'autre à t'offrir encore. A ce point, il s'efforcent à souligner l'égalité : afin d'éviter toute discrimination, aussi des citoyens allemand peuvent être obligés à suivre le cours en démocratie au cas où ils démontrent d'être insuffisamment endoctrinés par les valeurs démocratiques. Une fois de plus, l'hypocrisie de vouloir éviter toute discrimination montre son nez exactement au moment où le législateur entrevoit une bonne opportunité pour créer un instrument de contrôle contre tout le monde.

La nouvelle loi introduit aussi l'amende de 50 000 euros que les flics peuvent infliger à une personne qui désobéit l'ordre constitutionnel en vigueur et qui obéit à un ordre qui est contradictoire avec celui-ci. Ce sera certainement encore plus vrai pour ceux qui n'accepter d'obéir aucun ordre du tout. Si tu te démontres indifférent envers l'ordre constitutionnel ou si tu négliges de la défendre activement, tu peux te voir infliger cette amende. Il est d'ailleurs aussi interdit d'appeler publi-

quement, lors d'un rassemblement ou en diffusant des écrits, à désobéir à l'ordre constitutionnel. Là il devient clair ce qu'on entend par l'obligation d'être loyal : tout le monde qui n'accepte pas une morale prédéterminée sans broncher comme le sien, qui la questionne radicalement ensemble avec l'ordre dominant et qui en plus l'exprime doit sentir la capacité défensive de la démocratie sur sa peau. Toute tentative d'influencer la réalité qu'on nous impose et qui ne se contente pas d'ajuster un peu la constitution dans le cadre des procédures démocratiques indiquées, doit être éradiquée. Ils ne se lassent pas de souligner dans l'explication de ce paragraphe de la loi que ces amendes ne vont pas à l'encontre de la constitution, mais plutôt dans son sens. La constitution punit aussi l'abus des droits politiques de base (comme la liberté d'expression, de presse, d'éducation, d'association, de courrier, du secret des télécommunications, de propriété, de droit à l'asile) avec la suppression de ces mêmes droits. Mais tout cela ne peut que renforcer notre méfiance envers tous les droits qui ont été octroyés par une autorité. Ces droits peuvent aussi être supprimés, peu importe combien « de base » et « inaliénables » qu'ils nous les vendent, si on rompt les restrictions.

Racisme et séparation créées

La loi sur l'intégration durcit les restrictions davantage. Elle est une des instruments répressifs que l'État met en place maintenant pour faire face à une situation qui est en quelque sorte instable et qui menace de s'étendre pour devenir un danger pour l'État. Dans ce sens, cette loi sera appliquée contre nous tous, mais en particulier contre des gens qui viennent d'ailleurs et qui sont considérés comme la cause de cette instabilité. Des gens auxquels on attribue un barbarisme à cause de leur socialisation dans des États non-démocratiques et qui sont considérés comme un danger pour la démocratie et ses valeurs, ou comme un danger pour la vie d'autrui.

Cette loi sera appliquée à des gens à cause desquels tout le monde semble maintenant en avoir quelque chose à foutre du respect envers les femmes, tandis que personne ne s'intéresse à ce qui se passe derrière les rideaux allemands ou se pose des questions par rapports aux images de la femme véhiculés dans la publicité, réduisant les femmes à des corps standardisés. Elle sera appliquée à des gens qui supposément sont tous infectés avec le fléau religieux, considéré comme une menace dans leur cas, tandis que la diffusion de ce même fléau dans l'Occident chrétien fait partie de la culture dominante dont ils parlent. Et elle sera particulièrement appliquée à des gens qui sont venus ici avec le goût des révoltes des dernières années encore sur les lèvres, ou qui sont traumatisés par les guerres dont l'Europe et la Bavière tirent beaucoup de profits et auxquels ils participent de façon importante. Des gens qui sont placés dans des camps surpeuplés et des structures gonflables souvent après un calvaire de plusieurs mois où ils ont risqués leurs vies, sans pouvoir se reposer, passer du

temps ou gagner de l'argent de façon légale. L'ennui, la frustration, la rage qui émergent dans de tels endroits et dans de telles conditions peuvent facilement se transformer en rébellions et révoltes. L'État est confronté avec une masse de gens et il manque les outils nécessaires pour les gérer, aussi parce que cette masse n'est certainement pas aussi homogène que le gouvernement essaie de la représenter.

Il y a maintenant des milliers d'individus avec des expériences et des potentiels (de résistance) différents qui doivent être gardés sous contrôle. L'État cherche donc une façon pour gérer une classe de pauvres au moment même de son émergence. D'un côté en augmentant les pouvoirs de la police en ce qui concerne les réfugiés, dont ils peuvent par exemple prendre les empreintes et les photos (ainsi que les mesures du corps et ses caractéristiques) sans ordre judiciaire et sans le prétexte d'un danger immédiat, ou dont ils peuvent perquisitionner les appartements jour et nuit (normalement, les perquisitions ne peuvent se faire qu'à partir de 6h du matin). D'un autre côté, en créant des nouvelles séparations parmi les exclus. Pour être efficaces, ces séparations doivent être créées autant à l'intérieur de la nouvelle classe de pauvres et qu'entre elle et les exclus « allemands ». La première séparation se crée subtilement en entassant des gens dans des endroits trop petits et dans des conditions de stress permanent, ce qui rend difficile de développer des solidarités et renforce par contre les conflits internes (souvent de caractère religieuse ou ethnique). Dans un prochain pas, la loi bavaroise sur l'intégration pose la base pour prévenir le développement de foyers de conflit social en dehors de ces camps. Afin d'éviter des structures démographiques trop peu équilibrées, le ministère de l'Intérieur a le pouvoir de refuser qu'une personne singulière (réfugié ou pas) s'installe dans des logements sociaux en fonction du fait si la présence de cette personne pourrait renforcer une structure déséquilibrée au niveau démographique, ou au contraire lui désigner un autre logement. Si le demandeur refuse le logement désigné, sa demande urgente est supprimé pendant cinq ans (ce qui revient à ne pas avoir de logement du tout pendant ce temps-là). En plus, à partir de maintenant, l'État peut décider sur les quartiers où les réfugiés doivent s'installer, même après que leur demande d'asile a été approuvé (!). L'intérêt de l'État d'éviter la formation de structures démographiques unidimensionnelles (en termes d'origines, de niveau des revenus ou d'éducation...) dans certaines villes ou quartiers est souvent camouflé avec la feuille de vigne « sociale » de prévenir la ghettoïsation et l'isolement d'autres pans de la population. Mais de fait, le but est de prévenir la formation de foyers de conflit qui pourraient devenir dangereux pour l'État. Si un lien social entre les habitants basés sur des expériences communes ou au moins un langage commun manque, une organisation rebelle devient assez difficile. Curieusement, personne ne se pose des questions à propos des structures unidimensionnelles des quartiers riches (où le risque d'une telle organisation est traditionnellement pas si haut, tout

simplement parce que les habitants n'y sont pas intéressés). Les riches ne seraient certes pas trop contents si le ministère de l'Intérieur placeraient quelques pauvres fâchés dans leurs quartiers. Mais ils peuvent dormir tranquilles, car comme on sait bien, il y a bien sûr peu de logements sociaux dans leurs quartiers.

La lutte pour ces logements est un des terrains sur lequel, particulièrement à Munich, la séparation entre pauvres étrangers et allemands fonctionne le plus efficacement, avec les allemands qui ont la trouille de perdre leurs privilèges à cause des étrangers.

En faisant référence à leurs propres origines et le droit qui va avec aux restes pathétiques de l'État social, un racisme, couvert pendant longtemps, revient en force et devient socialement acceptable. L'excitation de cette peur de perdre les restes par les médias et les politiciens contribue à ce développement ainsi qu'aux demandes d'assimilation contenues dans la nouvelle loi. Les racistes citoyens tentent souvent de justifier leurs âneries sur les aspects positifs de l'immigration pour l'économie allemande (des beaux mots pour désigner des travailleurs bon marchés, exploitables dans des conditions encore pire que les autres car ayant moins de possibilités de revendiquer des conditions meilleures), avec l'argument qu'ils espèrent d'enlever ainsi le vent des voiles de l'AfD (parti populiste de droite) et de débiliter leur propagation de la peur. Tandis que focaliser sur le bien-être de l'(économie) allemande est justement une pierre angulaire du racisme.

Intégration et loyauté imposées

Un effort est de plus en plus attendue de la part de ceux qui viennent ici. Cette exigence est justifié avec la demande moraliste de rendre quelque chose et d'être reconnaissant d'avoir été accueilli si amiablement (ou reconnaissant pour les livraisons d'armes, avec lesquelles leurs vieilles maisons ont été bombardées?). Évidemment, cette reconnaissance peut être démontrée encore plus explicitement si la contribution à la providence de la Bavière se fait sans salaire en échange ; on encourage les migrants à contribuer au bien-être général en s'engageant en bénévoles, se dédiant ainsi à notre pays et à nos valeurs. Dans le contexte général de cette loi il n'est pas dur d'identifier le chantage subtile du bénévolat, car l'entièreté de la loi vise le renforcement de tels renoncements. Et vu les interdictions de travailler, qui maintiennent ceux qui arrivent dans une condition de dépendance totale envers l'État et ses allocations, il ne reste pas grande chose à part l'esclavage non-payé. Des mesures dures s'appliquent contre toutes les possibilités de se débrouiller autrement que légalement. Cela avait déjà été préparé par les médias, par exemple quand après l'attaque islamiste à Bruxelles, il a été rendu public que les terroristes ont obtenu l'argent pour acheter les armes et les explosives en vendant des marchandises de contrefaçon sur le marché noir. Ainsi on stimule

l'équation marché noir = terrorisme dans la tête des gens. Après avoir annoncé la nécessité d'une guerre au terrorisme, une guerre autant dure contre toute forme de petite criminalité comme foyer hypothétique du terrorisme se voit légitimée. Cela renforce également le contrôle de l'État sur le travail de ses sujets.

A part l'intégration à travers le travail, d'abord non-payé et après des années de lécher le cul et d'(auto-)dégradation en échange d'un petit paiement, l'apprentissage de la langue est le deuxième terrain où un effort est exigé dans l'intérêt propre des migrants. Afin de les aider à comprendre cet « intérêt », on a établi une période de trois ans dans lesquels ils doivent apprendre l'allemand. Toute personne qui ne réussit pas dans ce laps de temps devra rembourser l'argent avancé par l'État pour financer les cours. Quasi tout le monde qui a besoin d'un interprète lors de rendez-vous avec les autorités devra le payer lui-même, et des « plaintes sur base d'une fausse traduction sont impossibles », ce qui laisse aux autorités et aux interprètes le champ libre. Si les adolescents doivent passer des tests pour vérifier leur niveau de connaissance de la langue, les prisonniers (adultes et mineurs) qui attendent leur procès doivent suivre des cours de langue et d'intégration si le directeur de la prison le considère nécessaire. Les lois réglant la détention préventive ne permettent pas que les autorités forcent les prisonniers à suivre de tels cours. Mais la loi sur l'intégration propose au directeur de la prison d'insister auprès du détenu pour qu'il participe « volontairement » et nous savons tous que « volontairement » au sein de la prison est juste une mauvaise blague.

Rompons le carcan (des formes démocratiques de protestation)

On pourrait continuer à illustrer et critiquer les détails dégueulasses de cette loi. Même d'un point de vue démocratique, cette loi est totalement raciste, nie ce qu'ils essayent de nous vendre comme la liberté d'expression et pleins d'autres droits fondamentaux, et contribue à l'exclusion et l'isolement plutôt qu'à l'inclusion de ceux auxquels on l'applique. Pour ces raisons, avant le vote parlementaire sur la loi, une protestation démocratique s'est opposée à cette loi qui se basait précisément sur ces points. Une « alliance contre la loi bavaroise d'exclusion » était formée, à laquelle participaient aussi le parti écolo et le parti social-démocrate SPD. Le 22 octobre, une manifestation a eu lieu à l'appel de l'alliance et du SPD. C'était une occasion rêvée pour les partis démocratiques de pouvoir édulcorer leur blason social et faire oublier leur approbation de la loi fédérale sur l'intégration, récemment approuvée par le Bundestag allemand et inspirée par la proposition bavaroise. Même si la proposition de la loi bavaroise, soumise par le parti démocrate-chrétien CSU, n'aurait pas été acceptée par

le parlement (qui était très improbable vu la majorité absolue de la CSU), il était évident depuis le début quel rôle les autres partis allaient jouer. Ils se vantaient d'être les grands opposants au sein de l'alliance et de la manifestation : par leur opposition hypocrite et leurs débats fabriqués ils auraient contribué à une version qui paraissait moins nuisible, sans exposer le ridicule de la façade démocratique et sans changer trop le contenu de la loi. C'est ce que se sont probablement dits ceux qui ont laissé des marques de peintures sur les façades des bureaux de la SPD et du parti écolo. Aussi pendant la manif, il y avait au moins quelques personnes qui ne contentaient pas de leur droit de manifester et les régulations qui vont avec ; un peu de pousse-pousse avec les flics, quelques boules de Noël rempli de peinture jetés contre eux et quelques feu Bengale allumés. Malheureusement les dix flics légèrement blessés ont pu continuer leur service envers l'État et l'ont fait comme d'habitude en tapant avec les matraques et en gazant. Par la suite, tout le monde est revenu aux rôles habituels : la majorité citoyenne des manifestants critiquant les outrages mais aussi la violence policière disproportionnée (comme s'il y avait quelque chose comme proportionnée), les flics envoyant une dépêche de presse divisant les manifestants en violents et en pacifiques, se présentant eux-mêmes comme les héros en uniforme, les médias se plaignant d'une manifestation émeutière à cause de quelques contusions et des tâches de peinture, et des « émeutiers » se présentant incompréhensiblement comme gentils et inoffensifs, réagissant simplement à la violence policière.

Mais se mettre dans le rôle de victime afin de convaincre les « masses » ou d'éviter des peines plutôt que de défendre publiquement la nécessité d'attaquer tous ceux qui défendent ou appliquent cette loi et la logique sur laquelle elle est basée, ne peut induire un affrontement combatif contre cette tendance qui s'exprime une fois de plus à travers cette loi. Si nous voulons un tel affrontement, on ne peut pas se laisser leurrer par les discours qui visent le maintien d'un modèle démocratique qui s'effrite, ni construire des alliances avec les défenseurs de ce modèle. On devrait par contre tenter d'identifier les forces qui poussent, les profiteurs et les faux critiques, s'opposer à eux, analyser les développements et chercher des possibilités d'intervenir dans ce contexte. Car celui qui cherche à réguler le vivre ensemble d'individus, peu importe d'où ils viennent, à travers la loi, qu'elle exclue ou qu'elle intègre (ce qui ne veut dire rien d'autre qu'assimiler l'individu à la majorité), agresse notre désir de créer nos vies et nos rapports par nous-mêmes et devient donc notre ennemi.

A bas l'exclusion et l'intégration !

A bas la loi et la constitution !

A bas l'État et la culture dominante !



De l'oseille pour Kalimero !

Février 2017 - France

Ces derniers mois dans différentes villes, y compris lors de déambulations sauvages ou d'émeutes, nous sommes nombreux/ses à nous être réjoui.e.s de la multiplication d'actes offensifs dans la rue. Des affrontements avec les chiens de garde de l'Etat et de la propriété jusqu'à la destruction incendiaire de leur outil de travail, des vitres brisées de commerces jusqu'au pillage de leur contenu, des attaques de journaux jusqu'au débordement des pacificateurs de service, tout cela est venu bousculer l'arrogance des puissants. Dans toutes les formes de lutte -qui ne se limitent pas au «mouvement social»-, l'auto-organisation et l'action directe sont indispensables pour rompre avec la pacification par la marchandise et avec le terrorisme d'Etat. Car prétendre qu'il est inconcevable que des individus s'opposent directement à l'ordre existant, cela revient à dire à demi-mot qu'il n'y a tout simplement pas de révolte sociale possible.

La répression n'est pas uniquement le moment où la flashball et la matraque viennent frapper les corps des récalcitrant.e.s, c'est chaque moment du quotidien sous la domination de l'Etat et du Capital à travers des milliers de dispositifs psychologiques et matériels omniprésents obligeant les pauvres à accepter une vie de merde sous la contrainte. C'est aussi bien sûr la prison qui enferme toujours plus de monde et pour des durées toujours plus longues, afin de les punir, les isoler, les briser et les entasser loin des yeux des braves citoyens à la conscience tranquille. Et c'est aussi la prison dehors avec des mesures comme les bracelets électroniques, les assignations à résidence, les interdictions de zones, les contrôles judiciaires, etc.

La caisse de solidarité avec les prisonnier.e.s de la guerre sociale *Kalimero*, créée aux lendemains du mouvement contre le CPE, existe depuis maintenant dix ans en région parisienne. Son premier texte posait ainsi les bases de ses activités : « *Parce que nous savons que la Police et la Justice ne sont que des machines de guerre visant à écraser toute velléité de révolte, nous n'invoquerons pas en pleurnichant une position de victime. La tâche que nous nous fixons est d'apporter une aide*

concrète et matérielle aux camarades, compagnons et amis (même si nous ne le(s) connaissons pas) principalement sous la forme de mandats mensuels pour les prisonniers, en apportant une aide technique pour la défense et en participant à la création d'un rapport de force à l'intérieur comme à l'extérieur du tribunal. »

Actuellement et depuis plusieurs mois, nous envoyons des mandats réguliers à plusieurs incarcéré.e.s en préventive suite à l'attaque de la voiture de flics qui a flambé lors de la manif du 18 mai 2016, à un des émeutiers de Beaumont-sur-Oise incarcéré en préventive après l'assassinat d'Adama par les gendarmes en juillet 2016, ou au compagnon condamné à 10 mois de prison ferme suite à la manif saccageuse « Jaguar » du 14 avril 2016. Plusieurs initiatives ont déjà été organisées pour continuer d'alimenter la caisse, comme le concert d'octobre dernier à Montreuil lors du week-end de solidarité avec les prisonnierEs de la guerre sociale.

Parce que nous n'entendons pas uniquement réagir à une répression du dit «mouvement social», mais nous inscrire dans la continuité de révoltes qui peuvent être individuelles ou collectives et prendre diverses formes, parce que les condamnations et les préventives ordonnées par les juges d'instruction ne durent que trop, parce que la caisse *Kalimero* ne peut envoyer tous ces mandats mensuels que grâce à la multiplication d'initiatives variées pour recueillir de l'oseille, parce que la guerre sociale ne connaît pas de trêve, nous en appelons plus que jamais à vos contributions solidaires pour réalimenter la caisse, que ce soit par des versements à titre individuel (ponctuels ou réguliers) ou en organisant des événements (concert, cantine ou autre) pour reverser tout ou une partie de l'oseille à la caisse.

On peut nous rencontrer tous les 2e jeudis du mois lors des réunions de *Kalimero* à Montreuil pour discuter ou nous glisser une enveloppe, ou encore nous écrire par mail (kalimeroparis@riseup.net) pour effectuer un virement.

Des participant.e.s à Kalimero Paris

4 - *E.U.* - **Un regard sur le *Free Alabama Movement***

6 - *E.U.* - **Demolition Now**

Un regard critique sur la grève de septembre 2016 dans les prisons aux U.S.A.

8 - *Chili* - **La lutte radicale mapuche**

Résistance ancestrale contre l'État et le Capital

10 - *Italie* - **De l'autre côté**

Contre le gazoduc TAP et ses défenseurs

14 - *Allemagne* - **Ni intégration, ni loi**

18 - *France* - **De l'oseille pour Kalimero !**

Le prochain numéro sortira en juin 2017. Les contributions peuvent être envoyés à correspondance@riseup.net et cela avant le 1 juin 2017.

Cette correspondance comporte réflexions sur des luttes en cours, une approche critique de vieux et de nouveaux projets, une correspondance sur la situation sociale générale et l'évolution de la domination, des réflexions sur des conflits qui s'annoncent, des propositions avec un regard international, ... Des textes qui ont déjà été publiés ailleurs dans un contexte différent, doivent être accompagnés d'une introduction (longue ou courte) afin d'insérer le texte dans le projet de correspondance.

Débats et commentaires :

Dans le prochain numéro d'Avalanche, il y aura de nouveau une section réservée aux débats et commentaires. En envoyant de tels textes, on invite les compagnons et compagnes à prendre comme point de départ des problématiques, des questionnements ou des perspectives qui avaient été soulevés dans les numéros antérieurs d'Avalanche. Le but de cette section de débat est bien évidemment d'offrir un espace d'échange internationale entre anarchistes en lutte pour approfondir certains aspects, pour permettre des retours critiques sur des propositions, ...